

« L'affaire russe » : la démocratie américaine ébranlée



Boris TOUCAS

Décembre 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-799-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Boris Toucas, « “L’affaire russe” : la démocratie américaine ébranlée »,
Potomac Paper, n° 32, Ifri, décembre 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Auteur

Boris Toucas est diplomate, chercheur français invité au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington D.C. Ses travaux portent sur les questions de dissuasion nucléaire, la défense antimissile et la non-prolifération, ainsi que sur les équilibres de puissance entre les États-Unis, la Russie et l'Europe. Les vues personnelles exprimées dans ce document n'engagent que leur auteur.

Résumé

En janvier 2017, les agences de renseignement américaines ont confirmé qu'une tentative d'ingérence russe avait eu lieu pendant la campagne électorale de 2016. D'une part, les e-mails du Comité national démocrate (DNC) avaient été piratés et publiés à partir de l'été 2016 afin de nuire à la candidate démocrate ; d'autre part, une communication politique agressive avait cherché à perturber le processus électoral et favoriser Donald Trump. Ce second mouvement, remarqué dès 2014, s'était traduite par une tentative de submerger les réseaux sociaux (*bots*, publicités, etc.) avec des informations fausses ou très partisans pour enflammer les esprits.

Il n'est pas établi à ce jour que la campagne Trump a coopéré avec la Russie pour emporter l'élection. Cette accusation de collusion fait l'objet de plusieurs enquêtes du Congrès, et d'une enquête menée par le conseiller spécial Robert Mueller. Alors que les mises en examen de proches du président Trump se multiplient, contrats de lobbying, contacts avec des responsables russes, et entraves à la justice sont les motifs d'accusation possibles.

La Russie a vu l'efficacité de ses actions décuplée par les efforts de communication similaires menées par le Parti républicain en 2016 et par un environnement médiatique favorable. Les réseaux sociaux, les médias « critiques » tels que WikiLeaks, mais aussi les grands médias traditionnels en perte de crédibilité ont relayé et amplifié les informations visant à fragiliser les institutions, renforçant les doutes de l'opinion américaine.

L'affaire a mis en évidence les dysfonctionnements de la démocratie américaine, ce qui était l'objectif principal du Kremlin. Elle altère ainsi la confiance des Américains dans leurs institutions et pourrait entraîner la destitution du président Trump. Elle pointe également la responsabilité politique des grands acteurs de l'internet dans les tentatives de manipulation numérique.

Enfin, l'affaire redessine les relations russo-américaines, le Parti démocrate étant désormais, à l'inverse des décennies passées, hostile à la Russie de Poutine. Le Parti républicain conserve cependant sa méfiance traditionnelle vis-à-vis de Moscou. Redevenue ennemie de la démocratie américaine, la Russie pourrait avoir finalement perdu tous ses soutiens en Amérique.

Abstract

In January 2017, U.S. intelligence agencies confirmed that Russia had indeed attempted to interfere with the 2016 U.S. election campaign. This effort took two forms: on the one hand, beginning in the Summer of 2016, the hacking and publication of the Democratic National Committee (DNC) emails, in order to hurt the Democratic candidacy; and on the other hand, an aggressive communication campaign aimed at disrupting the electoral process in favor of Donald Trump. This second move was visible since 2014 through the attempt to overwhelm social media (bots, ads, etc.) with false or partisan information, fanning the flames of an already-tense election context.

Links between the Trump campaign and the Russian interference effort have not been established so far. The possibility of collusion is explored by several Congressional investigations as well as by Special Counsel Robert Mueller. While charges against several former advisors of President Trump have been laid, the possible grounds for prosecution are many: lobbying contracts, contacts with Russian officials, and obstruction of justice, among others.

Russia's interference effort was reinforced by the Republican Party's very similar communication campaign during the election, as well as by a favorable media environment. Indeed, not only social networks and "critical" media such as WikiLeaks, but also the struggling traditional media relayed and amplified information that weakened institutions and increased doubts for the American public.

The Russian interference of 2016 highlighted the dysfunctionality of the U.S. democracy, which was the Kremlin's main objective. This undermined American citizen's confidence in their institutions and could yet lead to the destitution of President Trump. It also drew particular attention to the role and political responsibility of the major internet actors in the digital manipulation attempts.

Finally, the situation reconfigures Russian-American relations. In contrast to past decades, the Democratic Party is now very hostile to Putin's Russia. Meanwhile, the Republican Party retains its traditional mistrust of Moscow. Having become once again an enemy of the American democracy, Russia may have lost all its channels of influence in the United States.

Sommaire

LES GRANDES PHASES DE « L’AFFAIRE RUSSE »	6
2014-2016 : les premiers signes	6
Les enquêtes du printemps 2017	10
Un débat vif dans la presse et dans les <i>think tanks</i>	14
LES RESPONSABLES	17
Comment mesurer le rôle de la Russie ?	17
Les dérives de la communication politique du Parti républicain	20
Les fragilités du système médiatique américain.....	23
DES CONSÉQUENCES IMPORTANTES	25
Vers une procédure de destitution du président ?.....	25
Les géants de l’internet mis en cause.....	26
L’impact sur les relations américano-russes.....	28
CONCLUSION	31
ANNEXE 1	32
ANNEXE 2	33

Les grandes phases de « l’affaire russe »

2014-2016 : les premiers signes

Lorsque naît « l’affaire russe », personne n’imagine qu’elle deviendra l’insupportable fardeau politique d’une improbable administration Trump. À l’époque, un faisceau d’indices laisse apparaître des efforts artisanaux, présumés d’origine russe, visant à façonner le débat politique et social américain. Dans le sillage de l’annexion de la Crimée et des efforts de sensibilisation menés par les États d’Europe centrale et orientale, un article de *The Atlantic* détaille en 2014 ce qu’il présente comme la « stratégie » du Kremlin dans le domaine de l’information¹, tandis que le *New York Times* s’intéresse aux activités de la Internet Research Agency, étrange « usine à trolls » dédiée à la propagande numérique et localisée à Saint-Pétersbourg².

Au cours de l’année 2015, les services de renseignement américains détectent la présence, sur les réseaux sociaux, de *bots*, de comptes suspects et de personnes réelles³ agissant de manière apparemment coordonnée pour promouvoir des opinions extrêmes, soit en créant de fausses nouvelles, soit en amplifiant des thématiques clivantes (violences policières, droit des minorités, immigration...). Des organes de presse proches du gouvernement russe, tels que *RT*⁴ et *Sputnik*, issus de l’agence RIA Novosti, relayent ces idées. Par la suite, des travaux ont mis en évidence des tentatives de susciter des manifestations anti-migrants aux États-Unis⁵. La part de la population américaine effectivement atteinte par ces efforts sur les réseaux sociaux demeure sujette à controverse⁶.

1. D. Sindelar, « The Kremlin’s Troll Army », *The Atlantic*, 12 août 2014.

2. A. Chen, « The Agency », *The New York Times*, 2 juin 2015.

3. S. Ackerman, B. Collins et G. Resnick, « Russia Recruited Youtubers to Bash “Racist Bitch” Hillary Clinton Over Rap Beats », *The Daily Beast*, 8 octobre 2017.

4. Anciennement *Russia Today*.

5. S. Ackerman, B. Collins et K. Poulsen, « Russia Used Facebook Events to Organize Anti-Immigrant Rallies On U.S. Soil », *The Daily Beast*, 11 septembre 2017.

6. En octobre 2017, Facebook avance le chiffre de 29 millions de visionnages sur quelques centaines de comptes opérés par la Internet Research Agency, 126 millions au total, pour 100 000 dollars. Twitter mentionne 2 700 comptes frauduleux totalisant 288 millions de vues (moins de 1 % du trafic en lien avec l’élection). Lire aussi M. Isaac et D. Wakabayashi, « Russia Influence Reached 126 million through Facebook Alone », *The New York Times*, octobre 2017.

Désinformation, *fake news*, trolls et bots

Désinformation : ensemble de techniques visant à manipuler intentionnellement l'environnement informationnel, y compris par le recours à des faits erronés ou inexistantes. Ne pas confondre avec les erreurs d'information ou la propagande (qui promeut des perceptions sans qu'il y ait forcément recours à la désinformation).

Fake news : terme employé par les grands médias américains pour désigner la prolifération sur internet d'un « journalisme » mal intentionné ou de piètre qualité. Terme mal défini, la notion de *fake news* est habilement récupérée par Donald Trump pour discréditer tout média soupçonné de biais en sa défaveur.

Troll : acteur qui s'emploie à déclencher des polémiques sur internet par motivation politique, financière ou simplement par jeu.

Bot : programme automatisé ou semi-automatisé simulant une personne réelle et envoyant de nombreux messages pour accroître la visibilité d'une idée, d'une personne ou d'une marque.

Les e-mails du DNC

Toutefois, ce n'est que lorsque des e-mails issus du Comité national du Parti démocrate (DNC) sont piratés, puis divulgués, que les médias se saisissent réellement de l'affaire. La firme de sécurité informatique CrowdStrike⁷ identifie deux coupables : Cozy Bear/APT28, proche du FSB (actif depuis fin 2015) et Fancy Bear/APT29, émanation du renseignement militaire russe, le GRU (détecté au printemps 2016). En juillet 2016, un groupe de pirates informatiques (Guccifer 2.0) offre certains e-mails issus de la campagne du Parti démocrate à WikiLeaks et en publie d'autres sur une plateforme *ad hoc* (DCLeaks). Les documents révèlent la préférence des dirigeants du Comité national démocratique pour une victoire de Clinton sur Bernie Sanders dans la primaire démocrate⁸, acquise à 55,2 %. L'administration Obama refuse de communiquer sur la situation. La candidate démocrate peine à dissiper les soupçons de favoritisme, tandis que son concurrent républicain Donald Trump nie l'origine russe du piratage, affirmant durant un débat télévisé

7. D. Alperovitch, « Bears in the Midst: Intrusion in the DNC », *CrowdStrike*, juin 2016.

8. Associated Press in Washington, « Leaked DNC Emails Reveals Details of Anti-Sanders Sentiments », *The Guardian*, 24 juillet 2016, disponible sur : www.theguardian.com.

qu'un « individu de 200 kilogrammes assis sur son canapé⁹ » pourrait en être à l'origine.

En octobre 2016, WikiLeaks affirme détenir d'autres documents issus du DNC. Son fondateur Julian Assange attaque Hillary Clinton et l'administration Obama¹⁰, puis orchestre la publication de ces révélations afin d'obtenir un « impact médiatique maximum ». Les « e-mails Podesta », du nom du directeur de campagne de Clinton, s'ils ne comportent aucune révélation cruciale, interviennent alors que l'intégrité morale de celle-ci est questionnée par les médias. À ce déficit d'image s'ajoute une prolifération de théories du complot promues par certains cercles conservateurs. Elles associent en particulier la candidate à l'existence alléguée d'un réseau de pédophilie à Washington, connu sous le nom de « pizzagate¹¹ ».

La victoire de Donald Trump à l'élection, le 8 novembre 2016, est une surprise. Elle est alors attribuée à une série de facteurs sociologiques de long terme ainsi qu'à l'élément plus ponctuel qu'est l'annonce, peu avant l'élection, par le directeur du FBI James Comey, d'une réouverture de l'enquête sur l'utilisation par Clinton de sa boîte mail personnelle à des fins professionnelles. La faible performance de la candidate Clinton et les erreurs tactiques de son camp sont également pointées. Les ingérences de la Russie y ont-elles joué un rôle ?

L'administration Obama temporise

L'administration Obama est critiquée pour sa gestion de l'affaire russe, jugée velléitaire¹². Avertis de l'existence d'une menace, les services de renseignement n'ont pas su empêcher le piratage du DNC, institution dont la protection n'était pas jugée prioritaire. Ils auraient également échoué à faire prendre conscience au Parti démocrate de ses vulnérabilités une fois celles-ci exposées¹³. Enfin, après avoir acquis la conviction que la Russie était le commanditaire de l'opération, les services auraient présenté au président des options de neutralisation ou de représailles. Toutefois, le directeur de la CIA John Brennan puis le président américain se seraient

9. T. Kopan, « Could a 400 Pound Couch Potato Have Hacked the DNC? », *CNN*, septembre 2016.

10. Chelsea Manning, condamnée après avoir transmis des documents à WikiLeaks, n'avait pas encore été graciée.

11. P. Howard, « Bots and Automation over Twitter during the First U.S. Presidential Debate », Oxford Internet Institute, 18 octobre 2016.

12. A. Entous, G. Miller et E. Nakashima, « Obama's Secret Struggle to Punish Russia for Putin's Elections Assault », *The Washington Post*, 2 juin 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

13. E. Lipton, D. Sanger et S. Shane, « The Perfect Weapon: How Russia Cyberpower Invaded the U.S. », *The New York Times*, 13 décembre 2016, disponible sur : www.nytimes.com.

bornés à adresser une mise en garde au président Vladimir Poutine¹⁴. Cette attitude passive aurait enhardi les commanditaires de l'opération.

La prudence d'Obama peut cependant être expliquée par un ensemble de facteurs techniques et politiques, plutôt que psychologiques. D'abord, il est difficile d'acquiescer une certitude sur l'origine d'une attaque dans le domaine cyber¹⁵. Cette difficulté joue au détriment du défenseur, ici l'administration américaine. Confrontée à une opération complexe, l'administration sait aussi qu'une dénonciation publique dévoilerait les capacités d'analyse des services américains (et leurs limites) et susciterait l'incrédulité de l'opinion. Lorsque le Parti démocrate choisit de révéler l'existence du piratage, il place les services de renseignement, sommés de produire des preuves, en position délicate.

Ensuite, les risques d'escalade non maîtrisée sont importants. Alors que les doctrines cyber sont encore en formation dans de nombreux États, le seuil de transition entre un conflit cyber et un conflit physique est mal connu. La nature abstraite de la cible (le processus électoral), complique la définition d'une riposte proportionnelle. Fin 2016, Obama aurait ordonné la dépose de « bombes logiques » sur des infrastructures critiques russes, afin de dissuader une nouvelle attaque. Mais il aurait été risqué de les actionner. En février 2017, la mise au jour par WikiLeaks d'outils de piratage de la CIA servant à imiter un piratage réalisé par un État tiers est interprétée comme un avertissement russe et une tentative de discréditer l'analyse américaine¹⁶.

Surtout, l'administration craint de surréagir alors que la victoire de Clinton semble acquise. La campagne électorale fragilise la société américaine : paralysie relative des institutions, absence de continuité politique, légitimité vacillante des dirigeants. Reconnaître le piratage par les Russes revient à admettre une vulnérabilité démocratique, ce qui peut accentuer la crise de légitimité des institutions. Une prise de parole précoce d'Obama risque d'être présentée comme une tentative d'influencer le processus électoral, alors que les principaux journaux donnent à Clinton plus de 95 % de chances de remporter l'élection.

14. Témoignage du directeur du renseignement national James Clapper refusant d'attribuer l'incident en juillet 2016. Lire J. Davis et G. Harris, « Obama Considers "Proportional" Response to Russian Hacking in U.S. Election, *The New York Times*, octobre 2017, disponible sur : <http://aspensecurityforum.org>.

15. Pour une illustration du dilemme d'attribution, lire C. Raiu et J. A. Guerrero-Sade, « Walking in Your Enemy's Shadow », *Securelist*, octobre 2017, disponible sur : <https://cdn.securelist.com>.

16. E. MacAskill, S. Thielman et P. Olterman, « WikiLeaks Publishes "Biggest Ever Leak of Secret CIA Documents" », *The Guardian*, mars 2017, disponible sur : www.theguardian.com.

Les enquêtes du printemps 2017

La défaite de Clinton sonne la fin de la trêve électorale. Le président Obama se répand en accusations contre le Kremlin et annonce une riposte diplomatique d'envergure : 35 diplomates russes sont expulsés début janvier 2017, tandis que des pirates informatiques et une firme, soupçonnés d'avoir participé à l'opération, sont placés sous sanctions. Vladimir Poutine, qui espère solder le différend avec le nouveau président, ignore la provocation, mais Obama a anticipé une tentative de l'équipe républicaine d'enterrer l'affaire. Il commande aux services de renseignement un rapport sur l'ingérence qui devra être présenté au Congrès en janvier 2017, avant l'investiture de son successeur. L'administration Obama n'a pas pu – ou su – empêcher l'ingérence russe mais en saisissant le Congrès, elle entrave toute initiative à venir de la présidence Trump en vue d'un rapprochement avec Moscou.

Le dossier Steele

En janvier 2017, le site d'information en ligne Buzzfeed publie le dossier « Steele¹⁷ », du nom d'un ancien agent britannique du MI6¹⁸, engagé d'abord par des Républicains hostiles au candidat Trump, puis par les Démocrates pour enquêter sur ses liens avec la Russie. Le texte détaille sans les étayer de supposées pratiques sexuelles de Trump à Moscou, ainsi que de nombreux contacts entre des proches du Parti républicain et des agents du Kremlin. Il insinue que la Russie se servirait de ces allégations pour exercer un chantage sur le président. Le dossier a circulé dès l'été 2016 dans les médias de la capitale, sans que son existence n'ait été évoquée publiquement. Le dossier Steele, curieusement qualifié par les autorités américaines « d'invérifiable », attire l'attention du public sur les liens entre divers conseillers du président alors candidat et des intérêts russes. La Russie, par la voix de Poutine, offre un démenti ambigu à ces accusations : « Je peux difficilement imaginer que [Trump] se soit précipité à l'hôtel pour y rencontrer nos femmes de petite vertu – même si ce sont les meilleures du monde¹⁹ ! »

En février 2017, la démission de Michael Flynn, directeur de la Sécurité nationale, accusé d'avoir entretenu des contacts secrets avec l'ambassadeur russe à Washington Sergueï Kislyak, provoque un choc dans l'opinion

17. Copie en ligne du dossier Steele, Document Cloud, 2017, disponible sur : www.documentcloud.org.

18. L. Harding, *Collusion: Secret Meetings, Dirty Money, and How Russia Helped Trump Win the U.S. election*, Londres, Vintage, 2017.

19. Conférence de presse avec le président moldave, janvier 2017.

publique. La controverse médiatique est alimentée par les rebondissements et les auditions dans le cadre des enquêtes engagées, politique au Congrès et judiciaire au Département de la Justice.

Les enquêtes du Congrès

La Commission du renseignement du Sénat (présidée par le Républicain Richard Burr) ainsi que la Commission du renseignement de la Chambre des représentants (présidée par les Républicains Devin Nunes puis Mike Conaway) auditionnent élus, membres de la campagne républicaine, agences gouvernementales, experts des *think tanks*. Ils se focalisent sur l'accusation d'interférence russe elle-même, quoique la Commission de renseignement du Sénat enquête également sur les fuites issues de la Maison-Blanche et relatives à l'enquête en cours et sur le licenciement du directeur du FBI James Comey. En septembre 2017, la Commission du renseignement annonce avoir auditionné plus de 100 experts et examiné 100 000 documents²⁰.

Les auditions bénéficient d'une large couverture médiatique, avec des conférences de presse régulières, des retransmissions largement suivies dans la capitale et des fuites orchestrées en fonction de l'agenda politique personnel des uns et des autres.

Sur le fond, bien que les commissions aient une vocation transpartisane, les Républicains sont en position de décider de l'ordre du jour et de l'identité des témoins. Les travaux se heurtent donc à la volonté républicaine de protéger l'équipe présidentielle, même si la Commission du Sénat résiste mieux à ce biais. Les questions posées par les intervenants attirent les railleries des réseaux sociaux pour leur parti pris politique. Aucune de ces deux commissions politiques ne peut engager de poursuites judiciaires, mais leurs investigations permettent une montée en compétences de l'opinion publique sur ce sujet²¹.

20. K. Demirjian, « Senate Intelligence Committee Leaders: Russia Did Interfere », *The Washington Post*, octobre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

21. Deux autres commissions ont un lien indirect avec l'enquête sur l'ingérence russe, la Commission de supervision de la Chambre (qui enquête sur Michael Flynn) et la sous-commission du Sénat sur les crimes et le terrorisme. K. Kim et P. Krishnakumar, « A Guide to Every Russia Investigation Happening Right Now », *LA Times*, 30 mai 2017, disponible sur : www.latimes.com. D'autres commissions pourraient se saisir. S. Detrow, « There Are Many Russia Investigations. What Are They All Doing? », *National Public Radio*, 8 juin 2017, disponible sur : www.npr.org.

L'enquête du FBI

De son côté, le FBI enquête sur les possibles liens entre des responsables américains et des intérêts russes. Ces enquêtes ont démarré avant la campagne américaine, par des activités de surveillance hors du territoire américain menées par la CIA ou la mise sur écoute d'étrangers par la National Security Agency (NSA), ainsi que sur mandat de justice confidentiel de citoyens américains, via la loi de surveillance du renseignement étranger (Foreign Intelligence Surveillance Act, FISA), lorsque des éléments permettent de soupçonner des activités illicites de membres de la campagne républicaine. La révocation du directeur du FBI James Comey, responsable de l'enquête en mai 2017, renforce les soupçons de collusion pesant sur l'équipe républicaine.

Sous le feu des critiques, la Maison-Blanche concède finalement la nomination d'un conseiller spécial, Robert Mueller²². Le conseiller spécial est placé sous l'autorité du Département de la Justice – et peut donc être remercié à tout moment. Le large soutien public dont son enquête bénéficie lui assure cependant une grande autonomie. Il a pour mandat d'examiner toute collusion éventuelle entre la campagne républicaine et la Russie, et les actes qui auraient pu en découler²³. Les investigations menées dans le cadre de cette enquête, seule à pouvoir entraîner des poursuites judiciaires, ne sont pas publiques et calculées pour obtenir une coopération accrue des individus concernés, en échange de promesses d'immunité ou de réduction de peine (comme cela sera le cas pour Flynn).

Initialement, l'enquête du conseiller spécial Mueller porte surtout sur la recherche de preuves d'obstruction à la justice par le président et ses proches. À l'été 2017 cependant, le procureur s'entoure d'un grand jury à Washington²⁴, un geste interprété comme la preuve que l'enquête progresse. Des médias rapportent que le FBI dispose d'éléments montrant que des agents de renseignement russe ont tenté de se coordonner avec des membres de la campagne républicaine en vue d'influer sur le cours de l'élection²⁵. Les

22. D. Barrett, M. Zapotosky, J. Vitkovskaya et S. Granados, « Mueller's Team », *The Washington Post*, 30 octobre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

23. R. Mariotti, « How To Read Bob Mueller's Hand », *Politico*, septembre 2017, disponible sur : www.politico.com.

24. Le grand jury, composé de 23 jurés, se prononce sur la validité des charges de nature criminelle susceptible de lui être présentées par le conseiller spécial, à l'issue d'une enquête qui peut durer plusieurs années.

25. E. Perez, P. Brown et S. Prokupez, « One Year into the FBI's Russia Investigation, Mueller Is on the Trump Money Trail », *CNN*, août 2017, disponible sur : www.cnn.com.

locaux de Facebook font l'objet d'une perquisition²⁶ et l'enquête s'étend à la recherche d'éléments de preuve sur l'ingérence russe elle-même, ainsi que ses éventuels relais à l'intérieur des États-Unis. Le président Trump n'est jamais directement nommé, mais il est évident pour tous qu'il constitue la véritable cible de l'enquête.

Accusés et protagonistes

Fin 2017, la liste des personnes soupçonnées de liens illégaux avec la Russie ou d'obstruction à la justice comprend des proches du président et des hommes d'affaires, notamment :

- Paul Manafort : ancien lobbyiste pour l'ex-président ukrainien Ianoukovitch, brièvement directeur de la stratégie pour la campagne Trump, soupçonné d'entretenir des liens avec des agents russes. À l'automne 2017, il est mis en accusation pour des soupçons de malversations financières remontant à 2006, sans lien direct avec l'affaire russe.
- George Papadopoulos : ancien conseiller de la campagne Trump, visé par un acte d'accusation pour avoir menti au FBI sur ses contacts avec des Russes²⁷, plaide coupable. Il aurait notamment su dès le printemps 2016 que la Russie cherchait à discréditer la candidate démocrate.
- Carter Page : homme d'affaires lié au milieu pétrolier, présenté par Trump comme l'un de ses conseillers durant la campagne. Il fait l'objet d'un mandat dans le cadre de la loi FISA, renouvelé par intermittence depuis l'été 2014 parce qu'il était suspecté d'agir clandestinement pour la Russie²⁸.
- Michael Flynn : conseiller à la sécurité nationale, ancien contractant avec des sociétés russes. Il démissionne en mars 2017 et plaide coupable en décembre pour avoir menti sur ses contacts avec l'ambassadeur de Russie à Washington, et s'être contredit sur l'existence d'une conversation portant sur la levée des sanctions américaines contre Moscou.

26. D. Seetharaman, « Facebook Gave Special Counsel Mueller More Details on Russian Ad Buys Than Congress », *The Wall Street Journal*, septembre 2017, disponible sur : www.wsj.com.

27. « U.S. vs Papadopoulos, Statement of the Offense », octobre 2017, disponible sur : www.justice.gov.

28. E. Nakashima, D. Barrett et A. Entous, « FBI Obtained FISA Warrant to Monitor Former Trump Adviser Carter Page », *The Washington Post*, 11 avril 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

- Jeff Sessions : procureur général (ministre de la Justice) de l'administration Trump, s'est récusé des enquêtes du Congrès pour avoir déclaré sous serment durant son audition de confirmation qu'il n'avait jamais rencontré d'officiels russes avant de se rétracter²⁹.
- Jared Kushner : gendre et conseiller politique du président, accusé d'avoir participé à des réunions secrètes avec des représentants russes³⁰. Lors de l'une de ces réunions, il aurait proposé d'établir un « canal secret » de discussion avec Moscou.
- Donald Trump Jr. : fils du président. Outre qu'il reconnaît avoir participé à une rencontre en juin 2016 avec une avocate russe et des personnes non identifiées, Trump Jr. diffuse des e-mails dans lesquels un inconnu lui propose des « documents officiels » susceptibles « d'incriminer Hillary » – il répond « adorer » l'idée³¹. Fin 2017, il publie également ses échanges de mails avec WikiLeaks³².

Un débat vif dans la presse et dans les *think tanks*

L'affaire russe se développe d'abord dans l'espace médiatique américain. Dans un pays où les campagnes électorales connaissent une forte couverture émotionnelle, l'affaire bouleverse l'agenda médiatique. Si les révélations sur la personnalité de Trump n'entachent pas vraiment sa popularité, l'étalement des conversations privées des responsables démocrates et la structure à tiroirs des publications de WikiLeaks, puis la suspicion pesant sur la Russie et les soupçons de collusion installent en revanche l'affaire russe dans le temps long. L'ensemble des médias – progressistes et conservateurs – donnent un écho disproportionné au contenu des e-mails démocrates, tout en évoquant une tentative de manipulation. Fin 2016 toutefois, si le bruit médiatique généré par l'affaire russe est intense, sa coloration partisane reste modérée.

29. E. Nakashima, G. Miller, A. Entous, « Sessions Discussed Trump Campaign-Related Matters With Russian Ambassador », *The Washington Post*, 21 juillet 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

30. Jared Kushner's Statement on Russia, CNN, 24 juillet 2017, disponible sur : www.cnn.com.

31. D. Balz, « A Revelation Unlike Any Other In the Russia Investigation », *The Washington Post*, juillet 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

32. J. Ioffe, « The Secret Correspondence between Trump Jr and Wikileaks », *The Atlantic*, novembre 2017, disponible sur : www.theatlantic.com.

Le président contre les médias de « l'establishment »

La couverture médiatique dérive vers le sensationnalisme avec la parution du dossier « Steele³³ ». Critiqués par le président pour leur traitement « défavorable » de la campagne électorale, les médias libéraux (*CNN*, *The Washington Post*, *The New York Times*) contre-attaquent. Ils déplorent la sensibilité de l'électorat aux « fausses nouvelles », mais évoquent les soupçons de collusion à l'aide de raccourcis parfois contestables³⁴. Donald Trump se réapproprie l'argument, utilisant le terme « fake news » comme un slogan disqualifiant ses détracteurs, qu'il accuse d'avoir créé l'affaire russe pour mettre en échec sa politique. Devenus juge et partie, tous les grands médias – sauf Fox News – sont dépeints par le président comme appartenant à cet État profond, au même titre qu'une bureaucratie rétive à sa nomination.

Figés dans un face-à-face irréconciliable, la Maison-Blanche et les médias s'instrumentalisent mutuellement dans une lutte pour conquérir l'opinion publique. Trump, en héritier du président Nixon, se déclare « en guerre contre les médias³⁵ », tandis que le Parti démocrate, divisé, est inaudible. L'usage de Twitter par le président (45 millions d'abonnés fin 2017), lui permet de s'adresser au public sans filtre interprétatif, au point que la plate-forme devient une composante de la politique américaine. Entre janvier et novembre, il rédige plus de quarante tweets questionnant la réalité de l'ingérence russe. Parallèlement, la Maison-Blanche accrédite des médias réputés favorables à ses vues tels que Fox News ou Breitbart News, en dépit d'une qualité éditoriale discutable. Dans un curieux glissement des rôles, les grands médias incarnent désormais l'opposition politique, tandis que le président prend le contrôle du champ médiatique.

33. L. Harding, « How Trump Walked into Putin's Web », *The Guardian*, novembre 2017, disponible sur : www.theguardian.com.

34. De nombreux proches du président nommés à des postes clés sont ainsi désignés par la presse comme étant « liés à des intérêts russes » ou « agents russes », quelle que soit la nature prouvée desdits liens.

35. B. Stelter, « Donald Trump's War with the Media », *CNN*, 2017, disponible sur : <http://money.cnn.com>.

Un phénomène dont la nature divise les experts

Enfin, dans les universités et les *think tanks*, l'affaire donne lieu à un débat si complexe qu'il reste largement inaccessible au grand public. Faut-il analyser la question sous l'angle de la cybersécurité ? De la cyber-propagande³⁶ ? Du passif des relations bilatérales américano-russes³⁷ ? La Russie mène-t-elle une opération de guerre totale³⁸ avec l'Occident, dont il faudrait traquer les « idiots utiles » jusqu'aux États-Unis ? Faut-il évoquer une prise de contrôle du marché de l'opinion publique par les géants de l'internet³⁹ ? S'agit-il d'un phénomène anecdotique amplifié par des « faux experts » peu scrupuleux exploitant l'ignorance du public à des fins pécuniaires⁴⁰ ?

36. Voir par exemple le projet Hamilton 68 du German Marshall Fund, qui détecte les mots clés « pro-russes » utilisés sur les réseaux sociaux, disponible sur : <http://dashboard.securingdemocracy.org>.

37. Les experts de la Russie interviennent de manière défensive. Parce qu'ils vont à l'encontre du discours dominant, ils peinent souvent à porter une voix dans le débat public aux États-Unis, à quelques exceptions près. Lire M. Galeotti, « Controlling Chaos: How Russia Manages Political War in Europe », ECFR, septembre 2017, disponible sur : www.ecfr.eu.

38. Molly McKew, ancienne collaboratrice du président géorgien Sakachvili, est représentative de ce courant dur, militant, souvent en lien avec l'Ukraine ou les pays baltes. Voir également le « Committee to investigate Russia » dont le site est consultable sur : <https://investigaterussia.org> ; ou la position maximaliste du *think tank* tchèque European Values en octobre 2017, disponible sur : www.europeanvalues.net.

39. Voir les travaux de Zeynep Tufekci, experte en mobilisation sur les réseaux sociaux.

40. L. Bershidsky, « Why Doesn't the Committee to Investigate Russia Have Any Russia Experts », *The New York Post*, 22 septembre 2017, disponible sur : <http://nypost.com>.

Les responsables

Comment mesurer le rôle de la Russie ?

Une guerre « hybride » ?

Les États-Unis s'inquiétaient depuis longtemps du développement par la Russie d'une stratégie de guerre hybride à leur encontre. En miroir à un comportement attribué à l'Occident, la doctrine militaire russe fait de la guerre un *continuum* allant de la déstabilisation politique à la confrontation militaire. Elle peut donc inclure des opérations de désinformation visant à déstabiliser des sociétés tierces⁴¹. Les événements observés lors de la campagne électorale marqueraient le perfectionnement d'opérations mises en œuvre de façon moins systématique en Estonie (2007), en Géorgie (2008), en Ukraine (2014) et au sein de l'Union européenne. Alors que, durant la guerre froide, l'effet des opérations de guerre psychologique était controversé, le développement des réseaux sociaux et d'internet lève la difficulté d'accès au public cible, tandis que leur caractère décentralisé complique les investigations.

Le rapport des agences américaines

Le rapport commun du FBI, de la CIA et de la NSA, « Assessing Russian Activities and Intentions in Recent US Elections⁴² », rédigé en janvier 2017 à la demande d'Obama, structure la perception publique de l'affaire russe. Les services de renseignement américains concluent avec un « haut degré de certitude » à l'existence d'une opération de déstabilisation russe⁴³. Pour eux, l'ingérence russe dans la campagne américaine associe une action de long terme destinée à affaiblir la démocratie américaine à un développement tactique spécifique visant à évincer Clinton au profit de son concurrent

41. « U.S. Army Asymmetric Warfare Group », Russian New Warfare Handbook, décembre 2016, disponible sur : <https://info.publicintelligence.net> ; « Russia Military Power », Defense Intelligence Agency, 2017, disponible sur : www.dia.mil.

42. La version déclassifiée du rapport des agences de renseignement de janvier 2017 est disponible sur : www.washingtonpost.com.

43. L'évaluation publique par la France ou l'Allemagne des tentatives d'ingérence dans leur propre campagne électorale est bien plus nuancée. En France, l'ANSSI n'a pas formellement attribué les cyberattaques à un acteur particulier.

Donald Trump, au motif que l'orientation de ce dernier était plus favorable à Moscou. Les raisons avancées par le rapport sont la rancœur de la Russie vis-à-vis d'Obama après une tentative de rapprochement ratée entre les deux pays au début de son mandat (le *reset*) et surtout l'animosité personnelle de Vladimir Poutine envers Hillary Clinton, jugée hostile à Moscou.

La version déclassifiée du rapport est sans nuance, mais elle présente des lacunes. Ses auteurs affirment que l'opération a bel et bien été « coordonnée » côté russe et approuvée par le président Poutine. Ils désignent les groupes APT28 et APT29 comme les commanditaires du piratage du DNC. Leur appréciation ne vaut cependant que pour le domaine cyber, le mandat du rapport ne couvrant pas les accusations de collusion. Le rapport ne se prononce pas non plus sur l'impact réel que cette tentative d'ingérence aurait pu avoir sur le résultat de l'élection. Toutefois, James Clapper, alors ancien directeur national du renseignement, a soutenu après avoir quitté ses fonctions que l'ingérence russe avait « jeté un doute » sur la légitimité de l'élection présidentielle.

Le document pose en réalité autant de questions qu'il en résout. L'argumentaire ne peut s'appuyer que sur des éléments publics, au risque que ses conclusions paraissent parfois peu étayées.

Des réactions parfois sceptiques

Le statut de la guerre psychologique dans la stratégie et la doctrine militaires russes vis-à-vis de l'Occident fait l'objet d'un débat entre experts américains⁴⁴. Certains critiquent l'importance accordée à un article du chef d'État-major russe Valéri Guérassimov sur la guerre politique, paru en 2013⁴⁵, lu selon eux à travers le prisme de fantasmes issus de la guerre froide. D'autres invoquent le caractère supposé dysfonctionnel de la bureaucratie russe, qui rendrait impossible une initiative politique de ce niveau de complexité. Pour preuve, l'amateurisme russe : caractère risible de certaines initiatives⁴⁶, flux financiers d'ampleur limitée, incohérence des messages diffusés, embarras du Kremlin une fois l'élection de Trump acquise. Ils rappellent l'incapacité des commentateurs américains à anticiper la victoire

44. Cet argumentaire est cependant réfuté par Andreï Soldatov et Irina Borogan, auteurs de *The Red Web: The Struggle Between Russia's Digital Dictators and the New Online Revolutionaries*, New York, Public Affairs, 2015.

45. Le chercheur Mark Galeotti avait employé (puis regretté) le terme de doctrine dans une traduction du document de Guérassimov, *The Value of Science and Prediction*, publié en 2014, disponible sur : <https://inmoscowshadows.wordpress.com>.

46. Le site *The Daily Beast* a rapporté l'emploi de Nigériens chargés d'incarner des opposants à Hillary Clinton sur Youtube, mais n'ayant aucune connaissance de la politique ou la géographie américaines.

de Trump pour affirmer qu'il est peu probable que la Russie ait rationnellement pu investir sur ce candidat⁴⁷.

D'autres rappellent que convergence d'intérêts n'est pas nécessairement synonyme de collusion. Les services de renseignement américains n'ont pas publié d'éléments prouvant un lien organique entre le Kremlin, les principaux pourvoyeurs de fausses nouvelles et WikiLeaks. L'industrie des *bots* prospère en Russie comme aux États-Unis mais son allégeance politique n'a fait l'objet d'aucune étude sérieuse avant l'élection, même s'il était établi que le gouvernement russe en tirait profit⁴⁸. Le contenu hyperpartisan génère de manière générale des recettes publicitaires importantes, que ce soit dans les usines à *trolls* russes⁴⁹ ou ailleurs, en Macédoine⁵⁰ – ou pour Google ou Facebook⁵¹. Le débat se focaliserait à tort sur le « symptôme » russe, ignorant que la désinformation a des causes plus structurelles.

Autre faiblesse, le rapport de janvier détaille les cas de RT et Sputnik qu'il présente comme des acteurs efficaces de la propagande russe⁵², sans expliquer pourquoi il exclut d'autres médias russes. Pourtant, les deux chaînes, connues pour être critiques à l'égard des démocraties occidentales, n'avaient à l'époque aux États-Unis qu'une audience marginale, malgré leurs efforts d'autopromotion. Dans un argumentaire circulaire, c'est trop souvent l'existence d'une enquête pour soupçon de collusion qui est présentée par les médias comme la preuve irréfutable de l'ingérence russe.

Enfin, le refus des services américains de se prononcer sur l'effet produit par l'action russe ravive un débat de fond issu de la guerre froide sur l'intérêt même des tentatives de désinformation. Le potentiel déstabilisateur de ce type d'activité ne fait pas consensus, même si l'ensemble des acteurs estime qu'influencer de manière ponctuelle un vote est un objectif plus réaliste que « démoraliser une société ». Certains⁵³ soutiennent même, avec de réels arguments, que Trump a souffert auprès de l'électorat républicain du soutien de Moscou : il réalise des scores faibles dans les bastions

47. Le site *Five Thirty Eight*, l'un des seuls à donner à Trump une chance « raisonnable » de remporter l'élection, jugeait la probabilité d'une victoire républicaine inférieure à 30 %.

48. M. Seddon, « Documents Show How Russia's Troll Army Hit America », *Buzzfeed*, 2 juin 2014, disponible sur : www.buzzfeed.com.

49. J. Cox, « I Bought a Russian Bot Army For Under Dollar 100 », *The Daily Beast*, septembre 2017, disponible sur : www.thedailybeast.com.

50. Les commanditaires étaient alors issus du Parti républicain. Lire C. Silverman, « How Macedonia Became a Global Hub for Trump Misinformation », *Buzzfeed*, novembre 2016.

51. *Ibid.*

52. Le public atteint de manière directe et indirecte par l'agence TASS, par exemple, n'est pas précisé.

53. Christopher Ruddy, directeur du média conservateur *NewsMax* au Washington Ideas Forum, en septembre 2017.

conservateurs (avance réduite de 6 points au Texas par rapport à 2012) et gagne l'élection en mobilisant un électorat inhabituel, notamment dans la *Rust Belt*⁵⁴.

Les dérives de la communication politique du Parti républicain

Le discours, les outils et les objectifs prêtés à la Russie pendant la campagne de 2016 sont souvent comparés à des formes extrêmes de communication politique. Ils se confondent alors avec la stratégie adoptée par le Parti républicain⁵⁵.

Le marketing politique

La stratégie républicaine d'occupation de l'espace médiatique est comparable à l'approche russe par l'utilisation massive d'outils de communication politique qu'elle implique. Selon des études récentes⁵⁶, l'analyse des réseaux sociaux permet de décrire précisément le profil psychologique des internautes ainsi que leur localisation géographique, ou encore d'identifier des corrélations entre des comportements d'achat et des sensibilités politiques. Ces outils pourraient théoriquement permettre d'augmenter ou diminuer le taux de participation à une élection⁵⁷.

L'équipe Trump a fait appel durant la campagne à Cambridge Analytica (dont Steve Bannon était un ancien associé⁵⁸), une entreprise spécialisée dans le ciblage individuel des électeurs que Clinton accuse d'avoir influencé les processus électoraux de nombreux pays⁵⁹. Jared Kushner affirme que la campagne Trump aurait investi 400 millions de dollars et mobilisé 1 500 personnes dans 50 États en marketing politique, dont 7 millions au moins

54. H. Azhar, « 2016 vs 2012: How Trump's Win and Clinton's Votes Stack Up to Romney and Obama », *Forbes*, 29 décembre 2016, disponible sur : www.forbes.com.

55. Les États-Unis seraient le pays dans lequel le plus d'organisations sont en mesure de conduire des campagnes de désinformation. Lire P. N. Howard et S. Bradshaw, « Troops, Trolls and Troublemakers », *Working Paper 2017.12*, Oxford Internet Institute, juillet 2017, disponible sur : <http://comprop.oii.ox.ac.uk>.

56. M. Kosinski, W. Youyou et D. Stillwell, « Computer-Based Judgements Are More Accurate Than Those Made by Humans », *PNAS*, janvier 2015, disponible sur : www.pnas.org.

57. J. J. Jones, R. M. Bond, E. Bakshy, D. Eckels et J. H. Fowler, « Social Influence and Political Mobilization: Further Evidence From A Randomized Experiment in the 2012 U.S. Presidential Election », *PLOS ONE*, vol. 12, n° 4, 2017, disponible sur : <http://journals.plos.org>.

58. C. Smith, « Jared Kushner's Data Operation on Facebook », *Vanity Fair*, septembre 2017, disponible sur : www.vanityfair.com.

59. H. Grassegger et M. Krogerus, « The Data That Turned the World Upside Down », *Motherboard*, 28 janvier 2017, disponible sur : <https://motherboard.vice.com>.

pour Cambridge Analytica, avec un retour sur investissement⁶⁰ tel qu'il aurait compensé le déficit initial de donateurs. Bien que Trump ait accru son total de voix de 3 millions par rapport à Mitt Romney en 2012, le fait que Cambridge Analytica, firme au passé trouble, ait joué un rôle décisif, est cependant controversé⁶¹.

Les médias « alt-right »

Le Parti républicain avait également promu depuis les années 2 000 l'émergence d'une sphère médiatique conservatrice militante, susceptible de contrer des médias « classiques » jugés trop proches du Parti démocrate. Le mouvement « alt-right⁶² » est aujourd'hui une galaxie diffuse de publications (*Breitbart*, *The Daily Caller*, *The Washington Examiner*, *The Gateway Pundit...*), au contenu éditorial peu fiable, allant de conservateur à ouvertement néonazi (*The Daily Stormer*). Le même « Pepe The Frog » est représentatif de cet univers à la fois ironique et extrémiste⁶³, auquel s'agrègent des *trolls* et personnalités aux motivations tant pécuniaires qu'idéologiques, comme Milo Yiannopoulos, provocateur d'extrême droite et ancien de Breitbart⁶⁴. Outre l'alt-right, la candidature de Trump suscite également l'intérêt de sites conspirationnistes tels qu'*Infowars*, avec qui ces nouveaux médias conservateurs entretiennent de nombreux liens. Le futur président, bienveillant à l'égard de ce média, avait dressé un portrait élogieux de son fondateur Alex Jones, et citait ses propos pour discréditer ses opposants⁶⁵.

La convergence se retrouve enfin jusque dans la stratégie de l'alt-right de saturation de l'espace médiatique par du contenu hyper-partisan. La candidature de Trump suscite l'adhésion de groupes associés à pratiques de *trolling*, dont la principale raison d'être est de créer du contenu viral pour occuper l'espace médiatique et qui se coordonnent *via* divers forums de discussion⁶⁶ (tels que 4Chan, 8Chan ou R_TheDonald sur Reddit, forums

60. S. Bertoni, « How Jared Kushner Won Trump the White House », *Forbes*, 22 novembre 2016, disponible sur : www.forbes.com.

61. J. Doward et A. Gibbs, « Did Cambridge Analytica Influence the Brexit Vote and the U.S. Election », *The Guardian*, mai 2017, disponible sur : www.theguardian.com.

62. Le terme alt-right a été créé par le nationaliste Richard Spencer.

63. « Can a Meme Be a Hate Symbol? », débat en ligne, *The New York Times*, 3 octobre 2016, disponible sur : www.nytimes.com. Un « mème » est une image ou animation répliquée de manière virale sur les réseaux sociaux.

64. T. Nguyen, « Yiannopoulos Is Starting a New, Ugly, For-Profit Troll Circus », *Vanity Fair*, avril 2017, disponible sur : www.vanityfair.com.

65. Par exemple pour remettre en cause la nationalité d'Obama en 2011 (« birtherism »).

66. A. Marwick et R. Lewis, « Media Manipulation and Disinformation Online », *Data & Society*, mai 2017, disponible sur : <https://datasociety.net>.

prônant la défense de la « masculinité »). Durant et immédiatement après la campagne, des contenus hyper-partisans ou erronés (tel qu'un supposé soutien du pape François à Trump⁶⁷) ont été davantage partagés que des articles au contenu véridique⁶⁸. Les *swing states* ont enregistré une concentration de discours radicaux en lien avec l'élection⁶⁹. Ces contenus provenaient massivement du camp républicain, les articles les plus consultés étant pro-Trump ou anti-Clinton dans 17 cas sur 20⁷⁰. Durant les débats télévisés, ce type de message a été relayé par des *bots* qui représentaient 0,5 % des utilisateurs mais 20 % des partages⁷¹.

Enfin, les messages clés portés par le président Trump ressemblent par certains aspects aux thèmes que la Russie aurait déployés. Les partisans du candidat Trump, qui affirmait qu'il allait « assécher le marécage [politique] », attendaient une remise en cause de l'ordre politique interne américain. Le président promeut l'idée d'une Amérique forteresse (construction d'un mur à la frontière mexicaine), vision qu'il transforme après l'élection en une dénonciation de l'ennemi interne. Ses partisans sont sensibles à des thématiques clivantes (immigration, questions raciales, sécurité...). Enfin, sa stratégie de communication est moins de cultiver l'exactitude que de générer des réactions fortes au sein de la population⁷² : discours reposant sur des mots-clés simples, désignation de ses adversaires (« crooked » Hillary ou « lyn' Ted » pour Ted Cruz), répétition de slogans ou association de concepts marquants (« Russia is fake news ») sans prise avec la réalité. Ses proches n'hésitent pas à recourir à des théories du complot lorsque cela sert leurs intérêts.

67. C. Silverman, « This Analysis Shows How Viral Fake News Stories Outperformed Real News on Facebook », *Buzzfeed*, novembre 2016, disponible sur : www.buzzfeed.com.

68. Contre un ratio de 1 pour 7 en France, selon le Computational Propaganda Project de l'Université d'Oxford, disponible sur : <http://comprop.oii.ox.ac.uk>.

69. S. Bradshaw, L.-M. Neudert, P. N. Howard et B. Kollanyi, « Social Media, News and Political Information during the US Election: Was Polarizing Content Concentrated in Swing States? », Oxford Internet Institute, 28 septembre 2017, disponible sur : <http://comprop.oii.ox.ac.uk>.

70. H. Allcott et M. Gentzkow, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », National Bureau of Economic Research, avril 2017, disponible sur : www.nber.org. Les Démocrates ont également connu de telles dérives. Lire également R. Cramer, « Democrats Confront Lefty Fake News », *Buzzfeed*, 6 février 2017, disponible sur : www.buzzfeed.com.

71. P. Howard, « Bots and Automation over Twitter during the First U.S. Presidential Debate », *op. cit.*

72. Y. Applebaum, « The Ingenious Marketing Strategies Behind Trump's Success », *The Atlantic*, novembre 2016, disponible sur : www.theatlantic.com.

Les fragilités du système médiatique américain

Chorégraphié depuis l'extérieur puis renforcé par une convergence d'intérêts avec la campagne républicaine, l'effort d'ingérence russe pénètre avec un certain succès l'écosystème médiatique américain. Ce dernier traverse en effet une période de doute, ce qui accroît sa vulnérabilité, et les effets de l'ingérence sont amplifiés, volontairement ou involontairement, par des acteurs tiers théoriquement « neutres ».

Au tournant des années 2010, la massification des réseaux sociaux permet de s'adresser à l'opinion publique d'une société cible pour un coût modeste. Certes, durant la campagne électorale, les réseaux constituent la source d'information privilégiée de 14 % seulement des électeurs, mais le recours à Facebook (70 % des Américains l'utilisent⁷³) ou Google (plus de 85 % du marché américain de recherche en ligne) permet d'optimiser l'accès et la collecte de données personnelles. Ces quelques firmes fournissent en outre stratégies de communication et supports virtuels à grande échelle pour quelques millions de dollars, à comparer aux centaines de millions de visionnages obtenus. Les réseaux sociaux, peu régulés, sont sujets à la prolifération de contenu médiocre, voire de thèses conspirationnistes. Les internautes sont d'autant plus vulnérables à la persuasion de masse individualisée en fonction des profils psychologiques⁷⁴ qu'ils vérifient peu la véracité des contenus présentés⁷⁵.

Assimilés au pouvoir politique et touchés par la crise des institutions, les médias traditionnels américains voient s'effondrer leur crédibilité – qui chute auprès du public à 32 % en 2016⁷⁶. Non seulement leur message est affaibli par le bourdonnement médiatique que génèrent des nouveaux médias individuels plus réactifs (blogs, instantané des réseaux sociaux, etc.), mais la primauté de l'accès aux informations sensibles est remise en cause par l'apparition de médias « critiques » disposant de leurs propres sources exclusives (*WikiLeaks* ou *The Intercept*). Parmi ces médias dont la posture critique à l'égard du système renforce l'attractivité, WikiLeaks a acquis une place centrale depuis l'affaire des War Logs en 2010⁷⁷. Dans la folie

73. « Social Media Fact Sheet », Pew Research Center, 12 janvier 2017.

74. S. C. Matz, M. Kosinski, G. Nave et D. J. Stillwell, « Psychological Targeting as an Effective Approach to Mass Persuasion », PNAS, octobre 2017, disponible sur : www.pnas.org.

75. M. Gabielkov, A. Ramachandran, A. Chaintreau et A. Legout, « Social Clicks: What and Who Gets Read on Twitter? », INRIA, juin 2016.

76. A. Swift, « Americans' Trust in Mass Media Sinks to New Low », *Gallup*, 14 septembre 2016, disponible sur : <http://news.gallup.com>.

77. War Logs : lorsque le soldat Bradley (Chelsea) Manning transmet des données confidentielles sur les opérations américaines en Afghanistan à WikiLeaks.

médiatique de la campagne électorale, sa capacité à dicter l'agenda est aussi importante que celle de ses concurrents traditionnels.

WikiLeaks, que le directeur de la CIA Mike Pompeo qualifie de « service non étatique de renseignement hostile, souvent aidé par des acteurs étatiques comme la Russie⁷⁸ » semble avoir joué dans l'affaire russe un rôle aussi déterminant que les acteurs dépendants du Kremlin. La convergence de vision entre Assange et Poutine est notoire, même si l'organisation s'en défend : soutien aux candidats illibéraux (au sens politique) dans le monde occidental, aux mouvements indépendantistes, posture complaisante à l'égard de Moscou. Mais WikiLeaks semble aussi avoir joué sa propre partition. L'organisation aurait ainsi proposé au Parti républicain des conseils de campagne, cherché à monnayer un soutien de Trump au dirigeant nationaliste britannique Nigel Farage (connaissance d'Assange) ou suggéré la nomination d'Assange comme ambassadeur d'Australie aux États-Unis.

De manière plus inattendue, les médias traditionnels ont eux aussi amplifié et prolongé les effets de l'ingérence, affaiblissant ainsi les piliers démocratiques dont ils faisaient partie. C'est d'ailleurs moins l'ingérence elle-même que l'incapacité de ces médias à admettre que l'élection de Trump puisse avoir des causes endogènes qui justifie leur quête effrénée d'un coupable extérieur au système. Le feuilleton médiatique de l'ingérence, devenu obsessionnel, aiguillonné par la concurrence entre chaînes d'information en continu, se nourrit du doute qu'il engendre. Les médias relaient des rumeurs infondées sur l'altération des machines de votes⁷⁹ ou des attaques contre le réseau électrique américain, par analogie avec des événements survenus en Ukraine⁸⁰. Parce qu'ils discréditent le verdict des urnes et aggravent la confusion, les médias de masse agissent en chambre d'écho du phénomène qu'ils prétendent combattre et alimentent un débat toxique sur l'effondrement des institutions démocratiques américaines.

78. M. Pompeo, directeur de la CIA, remarques devant le CSIS, 13 avril 2017, disponible sur : www.cia.gov.

79. G. Greenwald, « Yet Another Major Russia Story Falls Apart: Is Skepticism Permissible Yet? », *The Intercept*, 28 septembre 2017, disponible sur : <https://theintercept.com>.

80. K. Leetaru, « Fake News and How the Washington Post Rewrote its Story on Russian Hacking of the Power Grid », *Forbes*, 1^{er} janvier 2017, disponible sur : www.forbes.com.

Des conséquences importantes

Vers une procédure de destitution du président ?

L'affaire russe a accru la fragmentation d'une opinion publique devenue de plus en plus partisane au cours des dernières décennies⁸¹. La défiance interpartisane atteint un niveau inégalé⁸² avec 79 % des Démocrates qui souhaitent la poursuite de l'enquête du conseiller Mueller, tandis que 64 % des Républicains sont d'avis contraire⁸³. Le public américain analyse les nominations, discours et réactions à l'actualité internationale de l'administration à travers le prisme des soupçons de collusion.

Les développements de l'affaire russe fragilisent l'autorité présidentielle. Au sein du Parti républicain, les révélations provoquent des remous mais n'entraînent pas pour l'instant de scission du parti. Côté démocrate, en revanche, la situation entraîne l'émergence d'un discours contestataire fondé sur le rejet de la légitimité du processus électoral de 2016. L'utilisation du terme « un-American » pour désigner le président et le mot d'ordre #Resistance manifestent certes le rejet d'une personnalité mais aussi le refus d'une autorité considérée comme liée à une puissance étrangère. La croyance que le piratage du DNC et la manipulation des électeurs américains ont influé sur le résultat de novembre 2016 motive les opposants, persuadés que la situation politique pourrait être inversée à l'issue de l'enquête.

De fait, même si Donald Trump n'est pas officiellement la cible de l'enquête pour collusion, la nomination d'un conseiller spécial crée un aléa réel pour la suite de son mandat. Non seulement le conseiller spécial semble confiant sur sa capacité à étayer les accusations de collusion, mais une telle investigation produit des effets à large spectre. L'affaire Lewinsky en est un

81. C. Andris, D. Lee, J. Hamilton, M. Martino, C. Gunning et J. Selden, « The Rise of Partisanship and Super-Cooperators in the U.S. House of Representatives », *PLOS*, 21 avril 2015, disponible sur : <http://journals.plos.org>.

82. « Partisan Animosity, Personal Politics, Views of Trump », Pew Research Center, 5 octobre 2017.

83. C. Easley, « Voters Cool Trump-Russia Meeting, Resist Impeachment Calls », Morning Consult, 19 juillet 2017, disponible sur : <https://morningconsult.com>.

exemple, lorsqu'une enquête sur une possible fraude immobilière avait conduit Bill Clinton à répondre d'une accusation de parjure. D'autres rebondissements pourraient enfin intervenir si la Russie y trouvait un intérêt, car rien ne dit que l'opération soit arrivée à son terme.

La majorité des juristes estime toutefois qu'un président en exercice ne peut pas être poursuivi par la justice. L'enquête du conseiller Mueller pourrait toutefois étayer une procédure politique de destitution – laquelle a déjà été déclenchée trois fois contre des présidents⁸⁴. Le texte évoque la « trahison » comme motif possible, mais aussi des « crimes graves et méfaits ». La procédure est complexe : la Chambre doit d'abord voter les *Articles of Impeachment* à la majorité simple. Elle transmet alors le dossier au Sénat qui prononce une condamnation à la majorité des deux tiers. Une condamnation nécessiterait le vote positif d'au moins 19 sénateurs républicains.

Une telle issue est-elle possible ? Cela dépendra à la fois de la nature des preuves et de la cote de popularité du président, qui reste élevée auprès de sa base électorale au sein du camp républicain⁸⁵.

Les géants de l'internet mis en cause

Les géants de l'internet peinent à saisir les répercussions de l'affaire russe. La question de la captation et de l'utilisation des données à des fins commerciales a été largement ignorée des médias, même si des études montrent que leurs algorithmes favorisent naturellement les discours stéréotypés ou extrémistes⁸⁶ car ceux qui les endossent sont prompts à les relayer. Les plate-formes se présentent comme des fournisseurs d'accès, occultant les profits réalisés grâce au contenu produit par les internautes. L'affaire russe bouleverse l'équation, moins en raison de son ampleur que parce que la manipulation est attribuée à un agent étranger.

Les plate-formes numériques ont sous-estimé le risque en termes d'image. Facebook (35 % des parts de marché publicitaire en ligne aux États-Unis) avait été alerté dès 2016⁸⁷ mais refusait de coopérer avec les services d'enquête. Mark Zuckerberg soutenait avec véhémence qu'il était

84. Andrew Johnson en 1868 et Bill Clinton en 1998 ont été acquittés par le Sénat, Nixon a démissionné en 1974 avant que la Chambre ne prononce la mise en accusation.

85. « Partisan Animosity, Personal Politics, Views of Trump », Pew Research Center, 5 octobre 2017.

86. L. Sweeney, Discrimination in Online Ad Delivery, ACM, mai 2013, disponible sur : <https://queue.acm.org>.

87. « Obama Tried To Give Zuckerberg Wake Up Call Over Fake News on Facebook », *The Washington Post*, 24 septembre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

« absurde⁸⁸ » de penser que son groupe puisse avoir alimenté une campagne de désinformation. Sous le feu de la critique, il s'excuse à l'automne 2017, affirmant que Facebook est « une force du bien pour la démocratie⁸⁹ ». La firme a dans le même temps discrètement supprimé la propagande d'origine russe présente sur ses pages et coopère avec les commissions d'enquêtes du Congrès, tout en continuant de minimiser la portée du phénomène.

Prises dans la tourmente, accusées d'être des chambres d'écho des fausses nouvelles, les grandes firmes de l'internet annoncent des mesures de régulation internes. Ces initiatives ont pour but de contrôler la qualité du contenu, *via* des systèmes de validation croisée avec les internautes. Facebook prend des mesures coercitives⁹⁰, ferme les comptes suspects (3 000 comptes dont 10 % en lien avec la Russie et une majorité pour l'alt-right) et s'engage à juguler les activités d'influence politique dissimulée qu'elle détecte. La polémique conduit la maison-mère Alphabet à annoncer qu'elle va dégrader le référencement de RT sur son moteur de recherche Google et sur Youtube, tandis que Twitter, à qui la chaîne avait versé 2 millions de dollars depuis 2011, exclut RT et Sputnik de son offre commerciale.

La bienveillance dont ont longtemps bénéficié ces entreprises dans l'opinion publique américaine malgré leurs activités intrusives doit être replacée dans le contexte d'un pays attaché à la liberté d'expression garantie par le premier amendement. Elles prétendent promouvoir le pluralisme politique mais rejettent toute régulation par l'État⁹¹ comme « poussant à l'autocensure », pour s'ériger en gardiennes d'une « vérité » qu'elles sont en mesure de paramétrer. Certaines des mesures prises en réponse à l'ingérence russe s'approchent ainsi des mécanismes de manipulation qu'elles dénoncent, comme lorsque Google altère ses algorithmes pour offrir au consommateur une représentation « adaptée » de l'actualité.

Il n'est pas certain que les mesures d'autorégulation des grandes firmes de l'internet s'avèrent suffisantes pour le Congrès. RT est désormais enregistrée comme « agent étranger » au titre du *Foreign Agent Registration Act* (FARA), établi en 1938 pour lutter contre la propagande

88. M. Zuckerberg, « Facebook's Fake News », *The Guardian*, novembre 2016, disponible sur : www.theguardian.com.

89. M. Zuckerberg, post de blog, Facebook, 20 septembre 2017, disponible sur : <https://de-de.facebook.com>.

90. Texte issu de la Newsroom et document détaillant la stratégie de Facebook, avril 2017, disponible sur : <https://fbnewsroomus.files.wordpress.com>.

91. Des initiatives ont été prises en Europe, notamment pour lutter contre la diffusion de discours de haine en ligne.

allemande⁹². Des sénateurs⁹³ proposent une supervision des contenus sponsorisés à caractère politique. Les organes de presse américains financés par le gouvernement américain (*Radio Free Europe, Voice of America...*), bien qu'ils condamnent les opérations de propagande de RT et Sputnik, voient dans ces mesures une atteinte à la liberté d'expression. Ils se savent aussi visés par le président Poutine lorsqu'il proposait à l'été 2016 de solder la question de l'interférence par la « fin de toutes les ingérences⁹⁴ ». Confiant dans leur propre stratégie de conquête des marchés étrangers, ils déplorent l'incapacité des autorités américaines à produire un récit interne porteur d'espoir, capable de contrer l'approche critique russe⁹⁵.

L'affaire russe a ouvert la boîte noire de la collecte massive d'informations privées sur les réseaux sociaux et les risques de manipulation qu'elle entraîne. L'avenir dira si le débat actuel est une simple péripétie⁹⁶ ou s'il préfigure une évolution plus profonde des sociétés modernes – le perfectionnement des outils de gestion de données annonçant pour certains la perte de contrôle des individus au profit des algorithmes capables de déterminer leurs attentes avec davantage d'exactitude⁹⁷. À plus court terme, le législateur est partout confronté à un dilemme. Peut-on empêcher la collecte des données individuelles par des acteurs privés, liée à l'existence même des réseaux sociaux et favorisée par le progrès technologique ? Faut-il encadrer la diffusion de contenus au prix d'entraves à la liberté d'expression ? Faut-il contrôler les réseaux sociaux eux-mêmes, qui favorisent la viralité et les réactions émotionnelles ? Faut-il enfin stimuler l'esprit critique d'une population qui doute déjà des récits officiels ?

L'impact sur les relations américano-russes

Enfin, sur le plan diplomatique, il est délicat de se prononcer sur l'avantage éventuel obtenu par Moscou en raison du débat sur l'interférence. La Russie a rapidement déchanté après l'élection de Trump sur les possibilités de

92. J. Stubbs et G. Gibson, « RT America Registers as Foreign Agent in the U.S. », Reuters, novembre 2017, disponible sur : www.reuters.com.

93. B. Collins, « Dems to Election Commission Make Facebook Stop Foreign Trolls », *The Daily Beast*, 20 septembre 2017, disponible sur : www.thedailybeast.com.

94. Vladimir Poutine, allocution au Club Valdai, 2016.

95. John Lansing, directeur du Broadcasting Board of Governors (BBG, agence du gouvernement américain chargée des médias internationaux financés par les États-Unis, dotée d'un budget de 786 millions de dollars pour 2017, plus du double de RT) annonce avoir créé 35 nouveaux programmes en russe dans l'espace post-soviétique, obtenant 300 millions de vues cumulées de janvier à juillet 2017 (trois fois plus que l'année précédente), dont la moitié en Russie même.

96. W. Oremus, « How Big Data Went Bust », *Slate*, 16 octobre 2017, disponible sur : <http://amp.slate.com>.

97. L'historien Yuval Harari, nomme cette ère « dataïsme », *Homo Deus*, Paris, Albin Michel, 2016.

réconciliation dont elle semblait être porteuse, et les médias russes ont cessé de présenter les États-Unis comme un allié potentiel – le président Poutine rappelant que la défiance était à un niveau élevé. Sans doute Moscou, confronté à la paralysie d'une administration qui peine à organiser son action diplomatique, gagne-t-il en marge de manœuvre sur les théâtres syrien et ukrainien, mais cette paralysie est liée à des dynamiques internes dans lesquelles l'interférence n'a joué au mieux qu'un rôle marginal.

L'affaire a certes eu pour effet d'inverser la perception partisane de la Russie aux États-Unis, ce qui aurait pu être considéré comme une victoire pour Moscou. En 2015, les Républicains portaient un jugement plus sévère que les Démocrates sur sa politique étrangère⁹⁸. Début 2017⁹⁹ pourtant, 39 % des électeurs démocrates (contre 6 % en 2013) perçoivent la Russie comme « le plus grand danger pour les États-Unis », un record depuis les années 1980. Inversement, 32 % des électeurs républicains perçoivent le président russe de manière favorable, et en mai, 49 % voyaient en la Russie un allié ou un ami¹⁰⁰ (10 % en 2015).

Cependant, cet effet ne concerne que la base de l'électorat du président Trump, sans grand effet sur la politique étrangère américaine.

D'abord, la décision du président américain de procéder à des frappes en Syrie au printemps 2017 a montré la persistance des divergences d'approche et que les logiques de puissance continuaient d'opérer. Sous Trump, les États-Unis se désintéressent des efforts de maîtrise des armements et pourraient répondre sur le plan militaire à la violation alléguée du traité sur les Forces Nucléaires Intermédiaires (FNI) par la Russie, quand l'administration Obama s'y refusait. Non seulement le *reset* annoncé n'a pas eu lieu, mais des documents¹⁰¹ montrent au contraire que les propositions russes en ce sens ont suscité l'indifférence à Washington.

Ensuite, les élus républicains (John McCain ou, pour les proches de Trump, Tom Cotton) soutiennent plus que jamais une posture offensive face au Kremlin, sans rencontrer cette fois l'opposition traditionnelle d'un Parti démocrate revanchard. L'adoption par le Congrès (70 % de soutien chez les électeurs républicains) de la loi « Contrer les adversaires de l'Amérique par les sanctions » à l'été 2017¹⁰² accentue la pression sur Moscou et complique

98. B. Stokes, « Republicans and Democrats Sharply Divided on How Tough to Be with Russia », Pew Research Center, 15 juin 2015.

99. R. Suls, « Share of Democrats Calling Russia "Greatest Danger" to U.S. Is at Its Highest since End of Cold War », Pew Research Center, 20 avril 2017.

100. C. Easley, « Republicans Warning Russia Polls Show », *Morning Consult*, 24 mai 2017.

101. E. Watkins et M. Kosinski, « Russia Proposed U.S. a Reset », CNN, 13 septembre 2017.

102. Texte consultable sur le site du Congrès, disponible sur : www.congress.gov.

une hypothétique levée des sanctions liées à l'Ukraine. Un accroissement net des tensions a eu lieu au cours de l'été, marqué par des expulsions de diplomates et la saisine de biens consulaires. Conséquence logique, la défiance à l'égard de la Russie croît à nouveau au sein de l'électorat républicain¹⁰³.

De manière inattendue, la Russie a finalement retrouvé une centralité perdue dans le champ politique américain¹⁰⁴. Si, comme l'affirme Trump, l'omniprésence médiatique est préférable à une absence de notoriété, alors le Kremlin peut se féliciter d'avoir ravi à la Chine la place d'adversaire géopolitique principal. La Russie est redevenue le miroir d'une Amérique qui doute de sa puissance, de ses valeurs, de sa place dans le monde. Mais le prix diplomatique et économique de cette victoire est important. L'image de la Russie à l'international s'est encore dégradée, car l'affaire a transformé la désinformation, obsession de ses pays voisins, en une problématique mondiale. Surtout, aux États-Unis, la Russie qui s'était en partie normalisée est à nouveau essentialisée, crainte et détestée par une large partie de l'opinion.

103. C. Easley, « Republicans Sour Russia Brief Honeymoon Period », *Morning Consult*, 10 août 2017, disponible sur : <https://morningconsult.com>.

104. S. Guillory, « A Genealogy of American Russophobia », *InRussia.com*, 2017, disponible sur : <http://inrussia.com>.

Conclusion

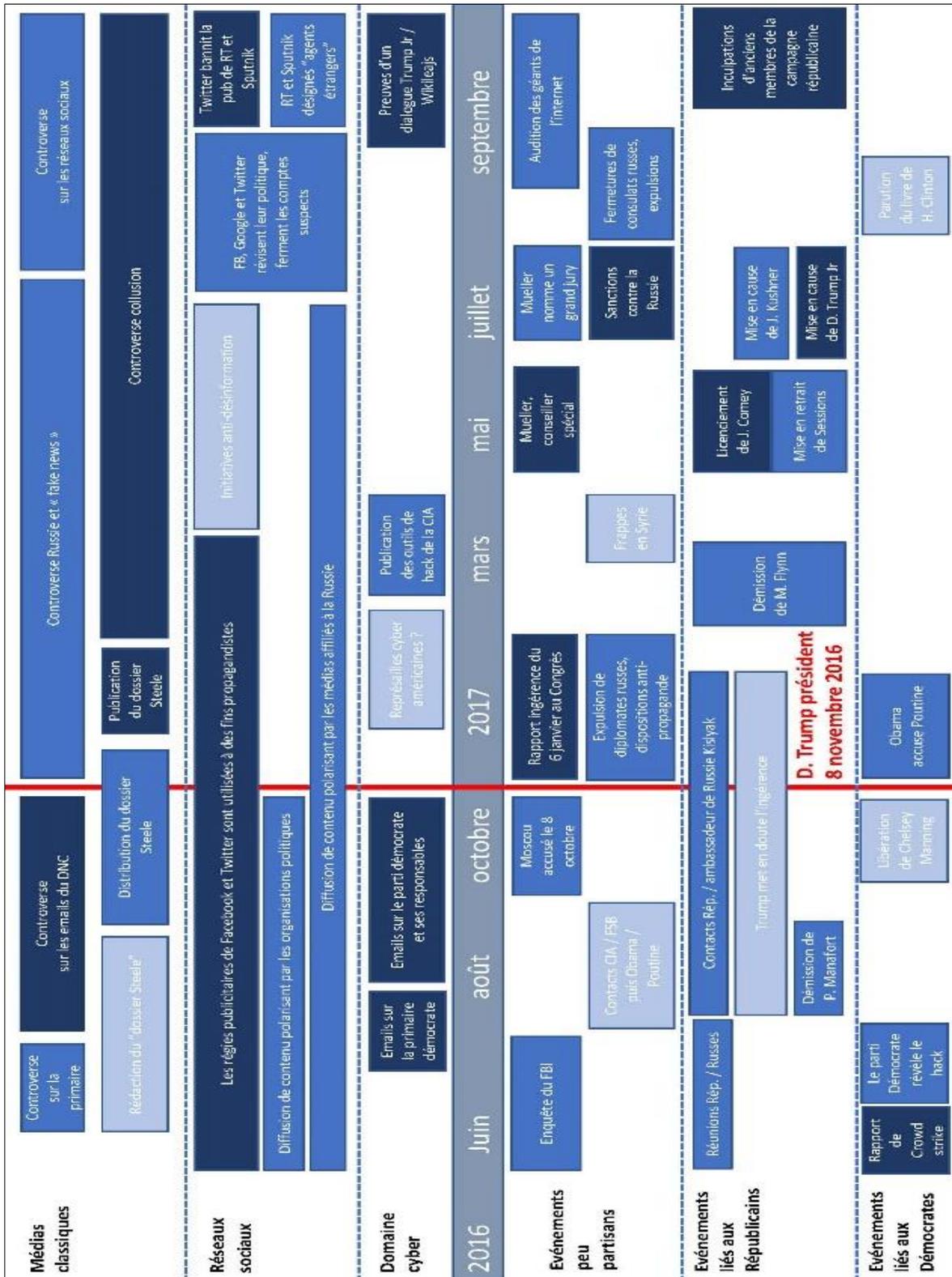
La Russie n'a ni créé ni découvert Donald Trump, produit d'un enchevêtrement de facteurs structurels et conjoncturels internes. Rien ne permet d'affirmer que les efforts déployés pour causer du tort à Clinton aient eu un effet sur le résultat de l'élection. La campagne de 2016 confirme en revanche l'entrée dans une nouvelle ère – inquiétante – de l'utilisation du marketing politique et des tentatives de manipulation de l'opinion grâce aux réseaux sociaux par des acteurs internes ou étrangers, y compris des acteurs privés tels que WikiLeaks.

L'affaire a ainsi dévoilé certaines faiblesses structurelles de la société américaine. L'administration, les services de renseignement et les médias d'opposition sont affaiblis par la durée et l'ampleur d'une polémique qui porte atteinte à leur légitimité. Au-delà des institutions elles-mêmes, l'affaire russe a écorné des valeurs américaines essentielles, telles que la notion de liberté et de libre arbitre, la foi en l'existence d'une vérité, et finalement le consensus démocratique. Il n'est d'ailleurs pas certain que ce processus soit arrivé à son terme.

Si l'objectif était de paralyser les États-Unis et leur action dans le monde, alors Moscou profite du chaos institutionnel pour avancer ses intérêts, au Moyen-Orient et ailleurs. À terme, cependant, le prix à payer pour ce gain tactique est lourd, car en s'attaquant au Parti démocrate, le Kremlin s'est aliéné ses défenseurs les plus fidèles aux États-Unis. Si l'effet indirect de l'ingérence russe était une relance, à l'initiative des États-Unis, de la compétition stratégique, défendue par des Républicains enthousiastes (tels que Tom Cotton) et que les Démocrates ne chercheraient plus à contenir, les commanditaires de l'opération pourraient regretter les expérimentations hostiles conduites pendant et après la campagne électorale de 2016.

Annexe 1

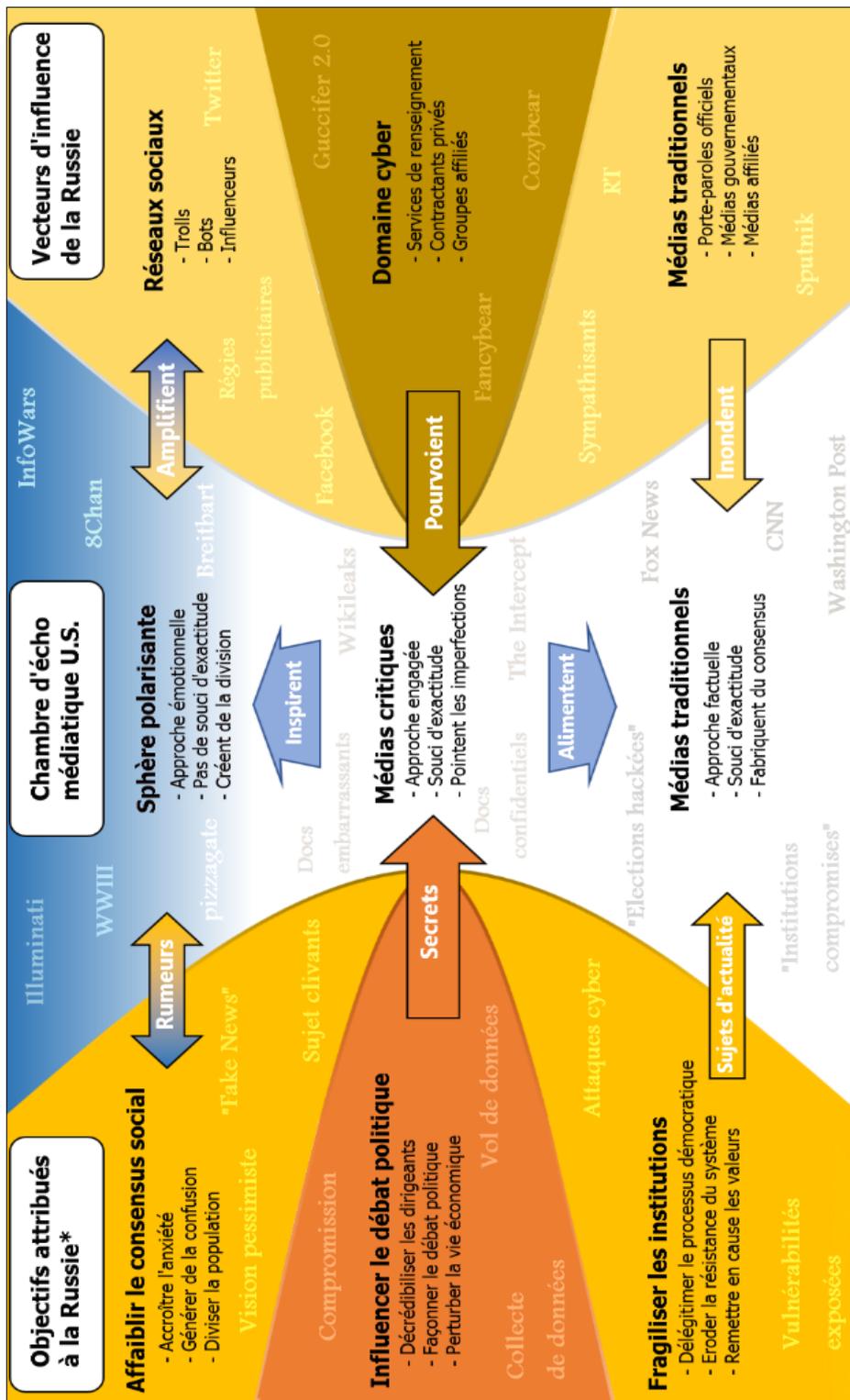
Chronologie de l'interférence russe et ses conséquences



N.B. : échelle de temps indicative, un événement important apparaît en bleu foncé

Annexe 2

Ingérence russe et perte de confiance dans les institutions



N.B. : les flèches indiquent des interactions privilégiées, non exclusives.
 *la Russie dément ces accusations.

La collection des *Potomac Papers*

- Laurence Nardon, « Les États-Unis face à la Chine, de Henry Kissinger à Donald Trump », n° 31, novembre 2017.
- Corentin Sellin, « Trump : candidat des pauvres, président des riches ? », n° 30, juin 2017.
- Corentin Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », n° 29, septembre 2016.
- Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », n° 28, septembre 2016.
- Anne Deysine, « Les nominations à la Cour suprême, enjeu des élections de 2016 », n° 27, juin 2016.
- Éric Rouby et Adrien Schu, « Présidentielles 2016 : le Parti républicain et la politique étrangère », n° 26, avril 2016.
- Renaud Beauchard, « Entre citoyenneté et classe moyenne : les défis du futur président », n° 25, février 2016.
- Marie-Cécile Naves, « Le programme économique des Républicains, quelles idées pour 2016 ? », n° 24, janvier 2016.
- Laurence Nardon, « Comment votent les Américaines ? », n° 23, septembre 2015.
- Jeffrey Mankoff, « U.S.-Russia Relations: the Path Ahead After the Crisis », n° 22, décembre 2014.
- Éric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n° 21, septembre 2014.
- Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain. Quelle place pour l'Europe ? », n° 20, septembre 2014.
- Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux États-Unis », n° 19, juillet 2014.
- Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n° 18, octobre 2013.
- Aurélié Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n° 17, juin 2013.
- Gabrielle Durana, « États-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013.
- Herman Schwartz, « Don't Bank on Change: Finance and Regulatory Reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012.
- Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012.
- Anne Deysine, « Argent et élections aux États-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012.
- Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n° 12, mars 2012.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter : [@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)



ifri

institut français
des relations
internationales